



## Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Ressources - Détermination du taux de promotion pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'article 78-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, prévoit les dispositions pour l'avancement à l'échelon spécial :

*« Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents ».*

L'avancement à l'échelon spécial revêt les caractéristiques d'un avancement de grade. Ainsi, il convient de définir, comme pour les avancements de grade, un taux de promotion par rapport aux fonctionnaires remplissant les conditions pour l'accès à l'échelon spécial, en application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Ce taux de promotion s'applique pour l'avancement à l'échelon spécial prévu par le statut particulier pour les grades suivants :

- Administrateur général (article 13, décret n°87-1097 du 30/12/1987) ;
- Attaché hors classe (article 22-1, décret n°87-1099 du 30/12/1987) ;
- Ingénieur général (échelon de classe exceptionnelle, article 18 décret n°2016-200 du 26/02/2016) ;
- Ingénieur hors classe (article 24, décret n°2016-201 du 26/02/2016).

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le taux de promotion à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle.

Il est proposé, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2021, de fixer un taux de promotion maximum de 100 % de l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour avancer à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle. Ce ratio n'engage cependant pas l'autorité territoriale qui déterminera chaque année le nombre d'avancement en fonction du nombre de promouvables, de leur valeur professionnelle et des contraintes budgétaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de retenir un taux de promotion maximum de 100 % des fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle de leur grade ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153868-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.